

## Discours à l'occasion de la signature de la charte pour l'insertion par l'emploi dans les territoires ruraux

Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les élus de cette région, de ce département, de cette commune,

Je suis très sensible à l'accueil qui m'est réservé, ici, ainsi qu'aux professionnels qui sont autour de moi.

Je suis dans une école exceptionnelle, car cette école - qui remonte à loin, pour sa création en 1888 - a fait la démonstration de sa capacité d'adaptation. Aujourd'hui, elle forme des jeunes et des moins jeunes, avec des niveaux différents, de l'apprentissage jusqu'aux licences professionnelles, voire même davantage ; elle forme également des demandeurs d'emploi ; elle forme aussi des futurs chefs d'exploitation. Nous avons donc, là, le meilleur de ce que peut produire l'enseignement.



Je suis très attaché à l'enseignement agricole qui, d'ailleurs, ne forme pas que des futurs agriculteurs ; qui aussi forme bon nombre de professionnels qui vont se retrouver dans vos filières, dans vos exploitations ou dans vos lieux de production. Je viens à un moment où beaucoup s'interrogent sur la capacité du système de formation à offrir des emplois. Or, ici - pas simplement à Mamirolle mais dans tous les établissements d'enseignement agricole - plus de 90% de ceux qui y sont accueillis trouvent un emploi à la fin de leur parcours de formation.

Or, vous savez la situation de notre pays et le chômage qui est pour nous une obsession et pour beaucoup de Français une somme de difficultés ou une angoisse. Nous avons une progression continue du chômage depuis 5 ans : plus d'un million sur la période 2008/2012. A partir de là, nous n'avons qu'un seul objectif : mener la bataille pour l'emploi. Nous aurons besoin du concours de tous et nous allons en avoir, ici, une illustration. C'est le sens, Monsieur le Président Xavier BEULIN , de la convention, de la charte sur l'insertion que vous avez proposée aux pouvoirs publics.

Ce document n'est pas qu'un document, une simple somme d'engagements. C'est une réalité. Il y a ici, autour de moi, 15 partenaires de ce que l'on appelle « les filières agroalimentaires », de l'agriculture jusqu'à la commercialisation ; et surtout tous les acteurs qui font vivre la nature et qui y travaillent. Cela représente 4 500 000 emplois, 3 500 000 salariés. C'est un secteur qui crée, qui embauche, qui investit, qui exporte.



Nous avons, devant nous, cette filière agroalimentaire qui connaît une expansion - il n'y a pas beaucoup de secteurs qui vivent cette situation en ce moment - et qui ne trouve pas tous les personnels dont elle a besoin : 50 000 disiez-vous ! C'est-à-dire 50 000 emplois qui pourraient être créés si des jeunes pouvaient trouver des lieux de formation. Eh bien, c'est le sens de cette charte : permettre qu'il y ait 60 000 emplois qui soient créés, dans les prochains mois, pour la seule année 2013. 50 000 sous forme de contrats d'apprentissage, 4 000 sous forme de contrats de professionnalisation et d'autres pour permettre à des demandeurs d'emploi de trouver, justement, une solution professionnelle durable.

Quelle est l'idée de cette charte, de cette convention ? C'est, à la fois, offrir une formation adaptée pour les entreprises - toutes les entreprises et je n'oublie pas la forêt - et, en même temps, favoriser l'accès à la professionnalisation de jeunes et de moins jeunes ; de jeunes qui attendent un emploi, qui espèrent un emploi et d'autres, moins jeunes, qui l'ont perdu et veulent en trouver un autre.

Je le disais : la filière que vous représentez a des atouts considérables. D'abord, elle bénéficie d'une demande mondiale favorable. Ensuite, nous avons une image de qualité, nous en parlions. J'étais en Chine et j'y emmenais le président de Jurafllore qui y est toujours - c'est vous dire s'il a du travail



et qu'il continue à promouvoir les produits ! J'avais le sentiment, en Chine, que notre filière agroalimentaire pouvait être en conquête sur un marché considérable. Mais pourquoi avons-nous des espoirs de conquête, de victoire, de marché ? Parce que nous apportons, non pas simplement une quantité - c'est important la quantité - mais nous apportons une qualité, une tradition, une innovation, un savoir-faire, celui-là même qui doit être enseigné dans un établissement comme celui où nous sommes.

Je sais exactement, par le ministre de l'Agriculture, ce qu'il reste à faire. Parce que si on veut avoir un élevage de qualité, faut-il encore qu'il y ait un élevage. Or nous savons bien que, compte-tenu du prix des « intrants » - ce que l'on appelle les matières premières, les céréales - c'est difficile pour les producteurs, pour tous les producteurs. Surtout s'ils ne peuvent pas répercuter leurs prix dans de bonnes conditions. Nous avons pris, de ce point de vue, nos responsabilités. Dans la prochaine loi sur la consommation, il y aura des moyens de contourner ce que l'on appelle « la loi LME » - mais qu'importent les sigles - pour permettre qu'il y ait la répercussion sur les prix de vente.

Je veux aussi que le ministre de l'Economie et des Finances, Pierre MOSCOVICI, et le ministre de l'Agriculture se mobilisent pour l'exportation des produits agricoles. Longtemps, il y a eu un débat : faut-il exporter, pas exporter ? Heureusement que l'on exporte nos produits agricoles ! Car dans notre balance commerciale, cela nous fait 3 milliards qui nous permettent de compenser d'autres déficits, notamment le déficit énergétique. Mais, pour cela, il ne faut pas simplement exporter les



produits agricoles, il faut exporter toute la filière. Nous ferons donc une politique spécifique pour la certification sanitaire, pour l'origine des produits.

Il m'a été demandé, et j'y ai bien sûr consenti, que la Banque publique d'investissement puisse accompagner les entreprises agroalimentaires dans leurs projets de développement. Parce que c'est un enjeu d'avenir et pas simplement pour préserver les productions. On nous dit souvent, surtout à Bruxelles dans les réunions du Conseil européen : « vous, la France, vous défendez votre agriculture et vos agriculteurs ». C'est vrai, nous défendons un modèle agricole européen, une qualité européenne et donc un atout pour l'ensemble du continent.

Je suis donc très heureux que cette convention puisse être signée aujourd'hui. Car cela va être aussi une manière de nous adresser à d'autres jeunes - que ceux qui sont là et qui ont déjà compris - qui peuvent s'interroger sur l'enseignement agricole, sur les métiers que vous êtes capables de leur proposer ; ou même à des demandeurs d'emploi qui peuvent s'interroger sur une nouvelle formation professionnelle et une mutation. C'est donc aussi un appel pour qu'il puisse y avoir une meilleure insertion de nos jeunes et de nos demandeurs d'emploi vers des métiers d'avenir.



J'ai saisi l'occasion qui m'était donnée de signer cette charte avec le Président de la FNSEA, avec vous, pour visiter deux entreprises du département, deux belles entreprises. C'est vrai qu'il y a des entreprises qui affrontent des mutations comme dans le secteur automobile qui est un secteur d'avenir qui investit, innove, mais qui affronte une compétition féroce et qui doit être accompagné - c'est notre rôle, c'est notre devoir. Il y a des entreprises qui connaissent aussi, par moment, des mutations qui font qu'il doit y avoir des reconversions. Et c'est douloureux ! Là encore, l'Etat doit être présent.

Mais l'économie française, c'est aussi des entreprises qui réussissent, qui embauchent, qui investissent, qui exportent. On nous dit : « oui, mais ces entreprises sont dans les grandes villes ». C'est pour partie exact, mais, ici, on a la démonstration dans le Doubs qu'il y a deux entreprises, dans une commune de moins de 1 000 habitants, qui sont capables de créer de l'emploi, de développer des produits de grande qualité reconnus sur le marché national ou à l'exportation, et d'innover. Je le disais devant les salariés : cette innovation, elle est technique - c'est des machines ; elle est aussi sociale, cela peut être une meilleure organisation du travail - la réforme du marché du travail y contribuera ; mais elle est humaine et rien ne remplace l'esprit et la main du travailleur. C'est ce qui fait la différence pour être compétitif. Ce qui suppose la formation.

La formation, cela va être la grande réforme que le gouvernement va engager désormais. Nous avons pris des mesures importantes depuis un an. Il y a eu le pacte de compétitivité, le crédit



d'impôt dont j'ai pu constater qu'il était utilisé : utilisé pour embaucher, pour rémunérer, pour investir.

Nous avons fait la réforme du marché du travail que personne ne pensait pouvoir accomplir ici en France. C'était, paraît-il, trop compliqué. Cela n'a pas été sans discussions et parfois sans heurts. Le texte n'est pas encore voté au Sénat. Il le sera bientôt. Mais c'est une réforme très importante, à la fois dans la méthode et dans son résultat. Nous avons également créé cette Banque publique d'investissement ; permis avec une loi bancaire d'anticiper sur les évolutions qui étaient souhaitées au plan européen pour mettre la spéculation de côté.

Mais il nous faut aller plus loin. La formation se fera donc aussi par la même méthode, avec la même volonté : permettre que ceux qui sont loin du marché du travail puissent y venir dans de bonnes conditions ; permettre que cette formation - et j'en ai eu la démonstration dans les entreprises que j'ai visitées - puisse être offerte à tous les salariés - pas simplement ceux qui ont déjà une formation initiale, à tous les salariés ; faire que les demandeurs d'emploi puissent être prioritaires alors que, souvent, ils en sont éloignés. Nous aurons besoin des partenaires sociaux. Nous aurons besoin des entreprises. Nous aurons besoin de Pôle Emploi - que je veux saluer pour ses interventions - et des régions qui sont déjà mobilisées.

Voilà ce qui était le sens de ma visite. Mais je veux également insister sur ce qu'il nous reste à faire.

Je sais le scepticisme. Quand il n'y a pas de croissance, comment réduire le chômage ? Or les prévisions pour 2013 nous sont confirmées par la Commission européenne, c'est qu'il n'y aura pas



de croissance. Peut-être ce sera + 0,1, - 0,1... Quand on est à ces niveaux-là, cela veut dire qu'il n'y aura pas de croissance en 2013.

Alors nous, nous devons prendre ces prévisions pour ce qu'elles sont et, en même temps, faire que nous préparions déjà la reprise de la croissance ; que nous n'acceptons pas une forme de fatalité. C'est vrai qu'il n'y a pas eu de croissance en 2012 et que cela s'est payé avec une hausse du chômage. Depuis cinq ans, il n'y a pas de croissance. Croissance zéro.

Un pays comme le nôtre ne peut pas vivre avec une croissance zéro. D'abord parce que nous avons un chômage qui est élevé, 10% de la population active. Parce que nous avons une démographie qui est dynamique. Nous, ici, nous faisons des enfants. Nous avons donc des jeunes qui arrivent sur le marché du travail. On ne peut pas vivre avec une croissance zéro parce qu'il y a tant de besoins à satisfaire ! Il y a un territoire à occuper. Il nous faut donc aller créer de la croissance. C'est ce que nous avons engagé.

D'ici là, nous mettrons tout en oeuvre pour toutes les formules d'emploi : contrats de génération, nous allons en signer ; emplois d'avenir, nous allons encore amplifier le dispositif pour que cela aille vers ceux qui en ont le plus besoin sans qu'il y ait de lourdeurs administratives. A propos de lourdeurs administratives, une manière de faire de la croissance est de simplifier. Cela ne coûte rien et cela rapporte beaucoup. Chaque fois que nous enlevons une contrainte, nous donnons des occasions d'emploi. Cela vaut dans tous les domaines. En agriculture, je n'ai pas besoin de faire de dessins. Cela vaut aussi pour l'industrie. Cela vaut pour les services. A condition, bien sûr, que l'on





maintienne les conditions pour la santé et pour l'environnement. Chacun ici est conscient de ses responsabilités. Nous devons donc créer de l'emploi sous toutes ses formes. Avoir une stratégie économique.

Que voulons-nous faire de notre pays ? J'en entends encore ceux qui doutent de la France. Je pense que la France est un pays qui peut être leader. On a évoqué des filières : filière agroalimentaire, filière du luxe, filière automobile, filière aéronautique, filière des nouvelles technologies, du numérique. C'est un enjeu le numérique. Il faut aussi préserver ce que nous avons, faire des alliances.

Nous avons donc toutes les conditions pour réussir. Une des conditions est d'avoir confiance en nous-mêmes, de penser que l'on peut réussir. Cela dépend beaucoup de l'emploi des jeunes. J'ai veillé à ce que pour l'Europe, dans le cadre même de son budget, il puisse y avoir une enveloppe pour l'emploi des jeunes, là où il y a du chômage - et dans certains pays, il peut aller jusqu'à 30-40% : une génération !

D'ailleurs, dans un certain nombre de nos quartiers, on a ces chiffres-là. La confiance viendra donc aussi, et surtout, de l'effort pour l'emploi des jeunes. Pour cela, nous devons utiliser toute la palette, tous les instruments, tous les outils. Pour autant, la sortie de crise ne viendra pas toute seule. Nous devons la forcer : la forcer par la croissance, la forcer par la création d'emploi, la forcer par la formation.



La Commission européenne - j'en parlais tout à l'heure - nous a donné deux ans pour atteindre nos objectifs en matière de réduction du déficit. Je pense que c'est une nouvelle importante parce qu'elle vient consacrer ce que la France a demandé depuis un an. C'est-à-dire que l'on mette la croissance au premier rang de nos priorités.

Mais ne croyons pas pour autant - parce que ce serait une vue de l'esprit - que parce que l'on a cette souplesse, cette liberté, cette capacité maintenant qui nous est donnée d'engager notre politique sans avoir une contrainte qui nous empêche d'agir pour la croissance et l'emploi, nous puissions nous dispenser du sérieux budgétaire indispensable. Parce que, ici, chacun comprend que nous avons besoin de maîtriser la dépense.

Si j'entendais tous ceux qui sont ici, il y a toujours un moyen de contourner cette obligation. Mais l'économie budgétaire doit être un principe. C'est pour cela que, quelle que soit la liberté que nous donne l'Europe, nous nous sommes fixés l'objectif que la dépense publique n'augmente pas d'une année sur l'autre.

Puisque nous avons de la liberté, puisque nous avons de la souplesse, nous devons faire des réformes structurelles indispensables pour la croissance. J'ai cité la formation professionnelle, je pense aussi à l'innovation et à l'investissement. Il y aura la réforme des retraites, parce que nous sommes toujours dans cette obligation de financer les retraites de demain. Nous avons toutes les conditions pour réussir.



Je veux en donner une dernière condition. Chacun a ses opinions, chacun a ses sensibilités - j'essaye de les faire changer, mais enfin ce n'est pas le moment ! Il y a une condition pour réussir. C'est qu'au-delà de ce qui peut, à un moment, nous séparer, nous soyons unis sur un enjeu majeur. Quel est l'enjeu pour chacune et chacun d'entre nous ? Faire réussir notre pays, le sortir de la crise et gagner la bataille pour l'emploi. Je veux ici vous remercier de contribuer à faire gagner à la France la bataille pour l'emploi.

Merci.

